

Les déterminants de la divulgation des informations RSE : une comparaison entre les pays développés et les pays en développement à travers une revue de littérature empirique

Ghizlane Youssef, Doctorant en sciences de gestion

Chiadmi Meryem, Enseignante chercheuse

Université Mohammed V de Rabat, Maroc

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales-Souissi

Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance
Managériale (LARCEPEM)

[Doi: 10.19044/esipreprint.10.2024.p386](https://doi.org/10.19044/esipreprint.10.2024.p386)

Approved: 17 October 2024

Posted: 19 October 2024

Copyright 2024 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Ghizlane Y. & Chiadmi M. (2024). *Les déterminants de la divulgation des informations RSE : une comparaison entre les pays développés et les pays en développement à travers une revue de littérature empirique*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.10.2024.p386>

Résumé

Le présent article procède à un examen approfondi des facteurs déterminants de la divulgation de la responsabilité sociale des entreprises (DRSE) dans les pays développés et en voie de développement, en s'appuyant sur une analyse de 89 articles de recherche empiriques. L'étude révèle que les caractéristiques de l'entreprise, notamment la taille, le secteur d'activité, la performance financière et les mécanismes de gouvernance d'entreprise, jouent un rôle important dans la détermination de l'étendue et de la qualité de la DRSE. Dans les pays développés, les préoccupations des principales parties prenantes telles que les régulateurs, les actionnaires, les créanciers, les investisseurs, les écologistes et les médias sont considérés comme très déterminantes pour influencer les pratiques de divulgation d'informations sur la RSE. À l'inverse, dans les pays en développement, la DRSE est principalement motivée par des parties prenantes telles que les acheteurs internationaux, les investisseurs étrangers, les médias internationaux et les organismes de réglementation internationaux. De plus, contrairement à leurs homologues des pays développés, les entreprises des

pays en développement perçoivent relativement peu de pression de la part du public pour divulguer des informations en matière de RSE.

Mots clés : Divulgateion RSE, pays en développement, pays développés, revue de littérature, RSE

Determinants of CSR disclosure: a comparison between developed and developing countries through a review of empirical literatur

Ghizlane Youssef, Doctorant en sciences de gestion

Chiadmi Meryem, Enseignante chercheuse

Université Mohammed V de Rabat, Maroc

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales-Souissi

Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance
Managériale (LARCEPEM)

Abstract

This article provides an in-depth examination of the determinants of corporate social responsibility disclosure (CSR) in developed and developing countries, based on an analysis of 89 empirical research articles. The study reveals that company characteristics, including size, industry sector, financial performance and corporate governance mechanisms, play an important role in determining the extent and quality of CSR disclosure. In developed countries, the concerns of key stakeholders such as regulators, shareholders, creditors, investors, environmentalists and the media are considered to be very important in influencing CSR disclosure practices. Conversely, in developing countries, CSR is primarily driven by stakeholders such as international buyers, foreign investors, the international media and international regulators. In addition, unlike their counterparts in developed countries, companies in developing countries perceive relatively little public pressure to disclose CSR information.

Keywords: CSR disclosure, developing countries, developed countries, literature review, CSR

Introduction

De nos jours, la question du développement durable est récurrente et pertinente pour la société (Burritt & Schaltegger, 2010), et par conséquent, elle fait de plus en plus partie des décisions de gestion (Elena Windolph et

al., 2014), des pratiques comptables (Gray, 2010; Schaltegger & Burritt, 2006) et des pratiques de communication (Guidry & Patten, 2010; Herzig & Schaltegger, 2006), tant dans les pays développés que dans les pays en développement (Elleuch Hamza & Ben Ahmed Hadrich, 2009). La réponse des entreprises à cette question est concrétisée par plusieurs pratiques qui rentrent dans ce qu'on l'appelle la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La RSE est un ensemble des activités avec lesquelles les entreprises gèrent leur relation entre les opérations commerciales, l'économie et l'environnement. Comme le mentionnent Akanfe, Michael et Bose (2017), la RSE est essentiellement définie comme l'intégration des préoccupations sociales et environnementales dans les opérations commerciales, y compris leur interaction avec les parties prenantes telles que les consommateurs, les investisseurs, les fournisseurs, les actionnaires créanciers, les employés, les organisations non gouvernementales (ONG) et les autorités publiques.

La RSE implique l'idée que les entreprises ont l'obligation non seulement de générer des profits, mais aussi d'agir dans l'intérêt de la société et de l'environnement. Les activités liées à la RSE contribuent à répondre à la demande des parties prenantes en aidant les entreprises à avoir un meilleur impact économique, à être reconnues par le public et à s'identifier davantage (Azman et Mustapha, 2018). En s'engageant dans des pratiques socialement responsables, telles que l'adoption de pratiques commerciales durables et éthiques, les entreprises peuvent démontrer leur engagement à créer un impact social et environnemental positif, ce qui peut améliorer leur réputation et accroître la loyauté des parties prenantes.

L'émergence de nouveaux marchés et d'acteurs diversifiés, au-delà des simples acteurs financiers, requiert des informations inédites sur la responsabilité sociétale des entreprises. Désormais, les entreprises doivent justifier de leur engagement éthique, social et environnemental, tout en développant de nouveaux outils pour évaluer leur performance dans ces domaines. Cette nécessité de justification ou de rendre compte des pratiques RSE, donne naissance à un nouveau concept qui est la divulgation RSE.

La DRSE fait référence à la pratique consistant à divulguer aux parties prenantes des informations sur les activités et les performances d'une entreprise en matière de RSE. Il peut s'agir d'informations sur l'impact environnemental de l'entreprise, ses initiatives sociales, ses pratiques commerciales éthiques et ses politiques de gouvernance. En divulguant ces informations, les entreprises peuvent démontrer leur engagement en faveur de la durabilité et de la transparence et permettre aux parties prenantes d'évaluer leurs performances, notamment sociales, par rapport à d'autres entreprises de la même industrie ou du même secteur.

La pratique de la divulgation des activités RSE se fait généralement à travers les rapports annuels ou les rapports sur le développement durable. Elle est considérée comme une stratégie permettant de répondre aux inquiétudes sociales des consommateurs, de construire une bonne image de l'entreprise et de développer des relations favorables avec les parties prenantes. Toutefois, si une entreprise jouit d'une mauvaise réputation en raison d'actions ou de pratiques passées qui ne sont pas conformes aux principes de la RSE, la divulgation de ses activités de RSE peut être considérée avec scepticisme par les parties prenantes. Dans ce cas, l'entreprise peut utiliser la divulgation des activités de RSE comme moyen d'améliorer sa réputation et de regagner la confiance des parties prenantes. Pour ce faire, elle peut mettre en avant ses initiatives en matière de RSE et les efforts qu'elle déploie pour résoudre des problèmes ou des préoccupations antérieures.

La divulgation d'informations liées à la responsabilité sociétale a suscité une attention considérable de la part de la communauté des chercheurs. Les recherches sur la divulgation RSE remontent à la fin des années 1970 (Fifka 2013), notamment avec le travail de (Wiseman, 1982). Toutefois, l'intérêt de la communauté des chercheurs pour la divulgation d'informations s'est considérablement accru à partir de la fin des années 1980 (Belkaoui & Karpik, 1989; Deegan & Gordon, 1996; Gray et al., 1995; Guthrie & Parker, 1989; Hackston & Milne, 1996; Neu et al., 1998; Patten, 1991; Roberts, 1992), avec d'importantes contributions publiées au cours des quatre dernières décennies (Bollas-Araya et al., 2019; Chen et al., 2023; Garcia-Torea et al., 2017; Morhardt et al., 2002; Ortas et al., 2015; Palmer & Van Der Vorst, 1997; Sierra-García et al., 2015). Des méta-analyses et des revues systématiques regroupant les résultats de plusieurs études empiriques ont aussi été développées (Dienes et al., 2016; Fifka, 2013; Gray et al., 1995; Mathews, 1997; L. Parker, 2014; L. D. Parker, 2011; Zamil et al., 2023).

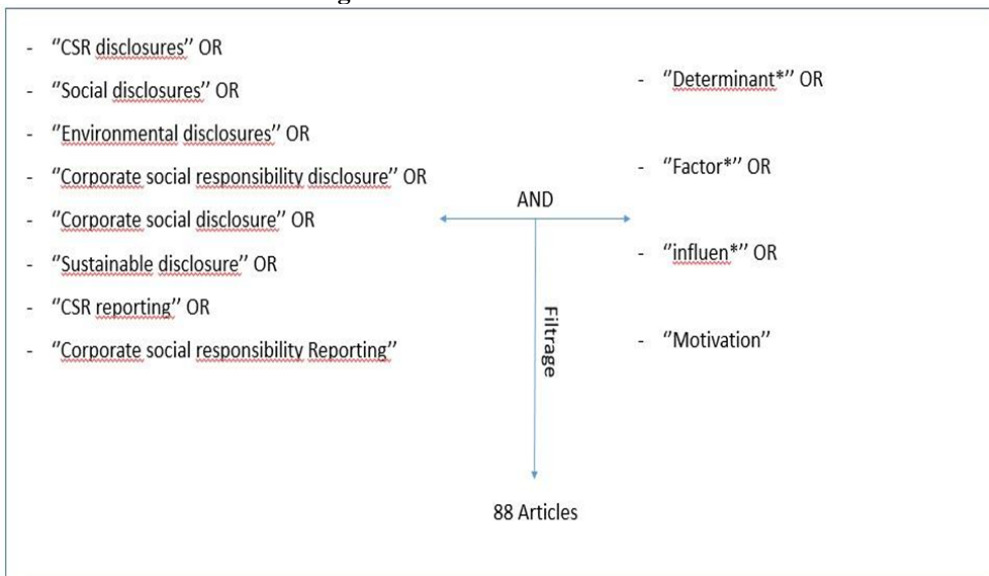
Cet article a pour objectif d'identifier les facteurs déterminants de la divulgation de la RSE dans les pays développés et en développement en examinant la littérature de recherche existante. Étant donné que nous nous intéressons à la divulgation effective plutôt qu'hypothétique, notre étude s'est basée uniquement sur les articles empiriques (plutôt que conceptuels). De ce fait, notre recherche s'est concentrée sur une analyse approfondie de 89 articles de recherches empiriques examinant les déterminants de la divulgation de la RSE.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La section suivante aborde la méthodologie suivie pour la recherche. La section principale présente les résultats de la revue la littérature sur la divulgation de la RSE. La dernière section présente une conclusion de notre travail.

Méthodologie

Pour identifier les articles de recherche pertinents sur les déterminants des divulgations de RSE publiés dans des revues académiques, nous avons effectué des recherches systématiques dans différentes bases de données, notamment SCOPUS, EBSCO host, Web of Science, Science Direct, Wiley Online Library, et Google Scholar en utilisant différents mots-clés, afin de créer une base de données pour l'analyse de la littérature. Ainsi les mots-clés utilisés et le nombre d'articles consultés sont énumérés dans la figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Processus de recherche



Source : élaboré par nos propres soins

Notons que notre recherche s'est limitée aux travaux empiriques publiés en langue anglaise, et a exclu les livres, les chapitres de livres, et les actes de conférences. L'échantillon final des articles est retenu sur la base d'une lecture approfondie des résumés et du texte intégral auxquels nous avons accès. Par conséquent, seules les études examinant les déterminants ont été prises en compte.

Différents cadres de classification ont été utilisés dans les revues de littérature antérieures pour catégoriser et synthétiser les différentes études empiriques réalisées. Par exemple, Gray et al (1995) ont structuré la littérature en fonction (1) des domaines de divulgation et (2) du volume de divulgation. Mathews (1997) a proposé une catégorisation chronologique pour structurer la littérature existante sur la divulgation de la RSE. Belal et Momin (2009) ont classé les études sur la divulgation de la RSE en trois groupes : (1) l'étendue et le niveau de la divulgation de la RSE et leurs

déterminants, (2) les études sur les perceptions des managers et (3) les études sur les perceptions des autres parties prenantes. Dans la même veine, Adams (2002) a examiné les articles sur les déterminants de la divulgation en matière de RSE et les a regroupés en trois catégories : (1) les caractéristiques de l'entreprise, (2) les facteurs contextuels généraux et (3) les facteurs contextuels internes. Pour notre recherche, nous utiliserons le cadre de classification d'Adams (2002) comme guide pour notre recherche.

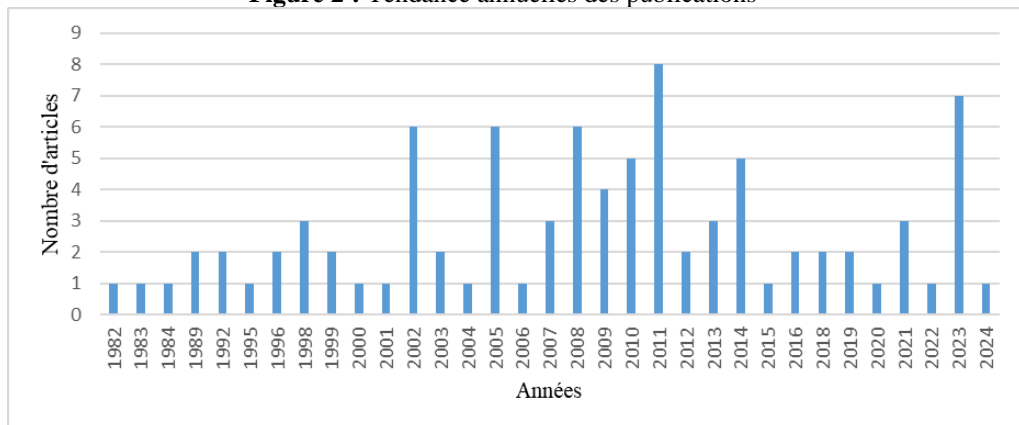
Pour mieux structurer notre recherche et relever les disparités dans les motivations de divulgation, nous avons, dans un premier temps, classé les études en deux catégories : celles axées sur les pays développés (avec un PIB par habitant supérieur à 12 276 dollars) et celles axées sur les pays en voie de développement (Banque mondiale, 2023). Dans un deuxième temps, nous avons classé les articles par nature de déterminants (caractéristiques de l'entreprise, facteurs externe, et internes).

Résultats et discussions

Tendance annuelle des publications

Comme le montre la figure 2 ci-dessous, le premier article sur la divulgation d'informations RSE dans les rapports annuels a été publié en 1982. En outre, le nombre de publications sur le sujet principal n'a cessé d'augmenter. Parmi les études incluses dans notre échantillon final, la majorité des études ont été publiées au cours des deux dernières décennies (2001-2023). Nous avons également constaté une augmentation récente, puisqu'un nombre considérable des études de l'échantillon ont été publiées en 2023, chose qui nous indique les débats actuels et les préoccupations de la communauté des chercheurs sur le sujet, ainsi que les pistes de recherches futures intéressantes.

Figure 2 : Tendance annuelles des publications



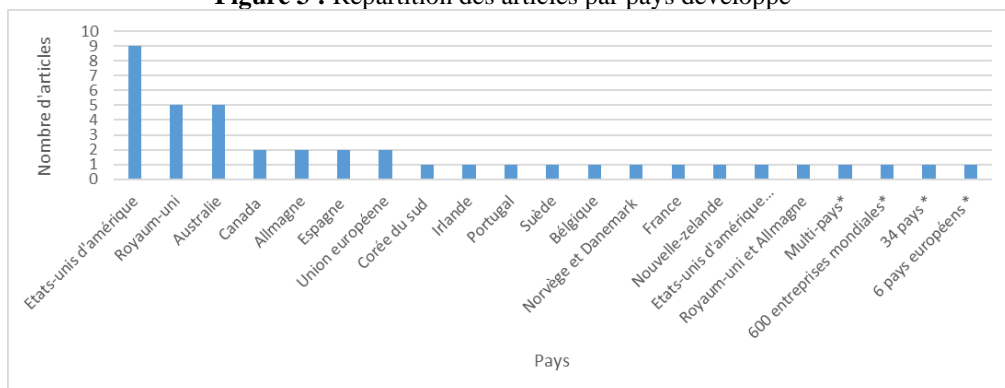
Source : élaboré par nos propres soins

Répartition géographique des publications

En ce qui concerne le cadre des études, il est très important de faire la distinction entre les pays développés et les pays en développement. Cette distinction est en mesure de donner des indications intéressantes sur les résultats de l'étude. D'un point de vue qualitatif, elle peut nous aider à montrer comment les principales caractéristiques des études empiriques diffèrent entre les études menées dans les pays en développement et celles menées dans les pays développés. Notre étude passe en examen 89 articles empiriques traitant exclusivement les déterminants de la divulgation RSE. Parmi ces études nous identifions 41 articles dans les pays développés et 48 dans les pays en développement.

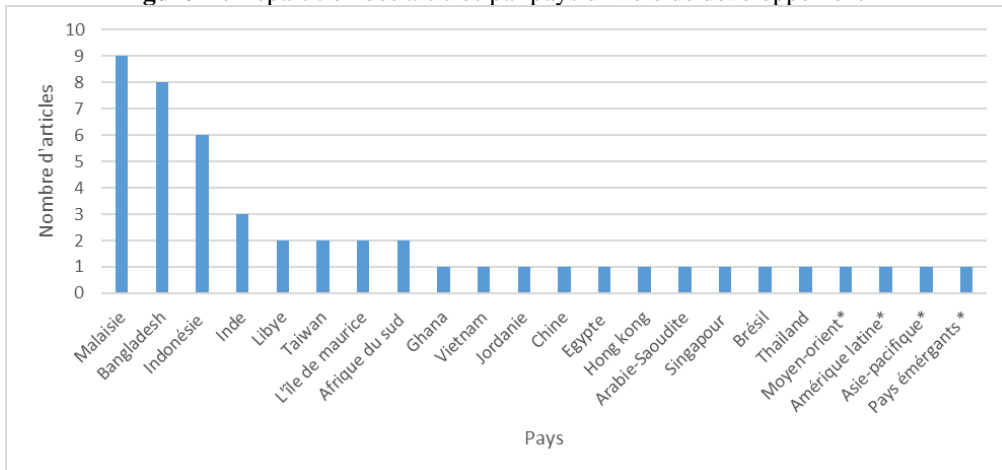
La figure 3 ci-dessous nous indique que sur 41 articles sélectionnés la majorité des recherches sur la divulgation de la responsabilité sociale des entreprises dans les pays développés se sont principalement concentrées sur l'Amérique du Nord (en particulier le Canada et les États-Unis), l'Australie et l'Europe du Nord-Ouest (y compris le Royaume-Uni, le Danemark et la Finlande). Cependant, l'accent a été relativement moins mis sur l'Europe du Sud (en particulier et l'Italie) et l'Europe de l'Est (y compris la Pologne et la Slovaquie). Ce constat concorde avec les conclusions de la méta-analyse de Fifka (2013).

Figure 3 : Répartition des articles par pays développés



Source : élaboré par nos propres soins

Quant aux pays en développement présentés dans la figure 4, les travaux sur la divulgation de la RSE dans les pays en développement se sont principalement concentrés sur quelques économies émergentes, comme la Malaisie, Singapour, l'Afrique du Sud et la Chine. Cela corrobore avec les résultats d'études antérieures explorées dans la littérature (Fifka, 2013; Rahman Belal & Momin, 2009 ; Ali et al 2017).

Figure 4 : Répartition des articles par pays en voie de développement^{1*}

Source : élaboré par nos propres soins

Les caractéristiques de l'entreprise

Les facteurs propres à l'entreprise sont parmi les déterminants les plus examinés dans la littérature. Ces facteurs comprennent la taille, le secteur d'activité, et la performance financière. Le tableau 1 ci-dessous présente les caractéristiques des entreprises identifiées dans notre échantillon de littérature pour déterminer la divulgation d'informations RSE.

Tableau 1 : Synthèse des caractéristiques de l'entreprise identifiées

Caractéristiques de l'entreprise						
Déterminants de la DRSE	Pays développés			Pays en développement		
	+	-	0	+	-	0
Taille	21	0	0	16	0	1
Secteur	14	0	0	16	0	1
Âge	1	0	0	2	0	1
Performance financière	4	0	2	6	0	4
Performance sociétale	1	0	1	0	0	0
Risque systématique	3	1	0	0	0	0
Cotation	2	0	0	3	0	0

Source : élaboré par nos propres soins

L'analyse des caractéristiques de l'entreprise, nous montre que le facteur le plus étudié est la taille de l'entreprise, 21 études menées dans des pays développés et 16 dans des pays en développement l'identifiant comme un déterminant positif de la divulgation de la RSE. Ces résultats révèlent un consensus significatif sur le fait que la taille de l'entreprise joue

^{1*} Moyen orient : Arabie saoudite, Qatar, Koweït, Émirats arabes unis, Bahreïn, Syrie, Oman, Égypte, Jordanie ; Amérique latine : Australie, Malaisie, Singapour, Indonésie, Hong Kong, Thaïlande, Philippines ; Pays émergents : Chili, Brésil, Chine, Indonésie, Inde, Thaïlande, Mexique, Afrique du Sud.

un rôle essentiel dans l'influence de la divulgation de la RSE dans les deux environnements (Bollas-Araya et al., 2019; Brammer & Pavelin, 2008; Chih et al., 2010; Hou & Reber, 2011; Reverte, 2009 ; Ahmed Haji, 2013; Ali, 2023a; Buniamin, 2010; Gaol & Harjanto, 2019a; Kansal et al., 2014; Le et al., 2023; Solikhah, 2016; Tagesson et al., 2009; Wedari & Shafadila, 2022) . Les grandes entreprises disposent de plus de ressources à allouer aux initiatives de RSE et sont souvent confrontées à une pression accrue des parties prenantes pour maintenir la transparence concernant leurs pratiques. Le nombre substantiel d'études dans chaque contexte souligne l'importance accrue de la taille dans l'évaluation de la RSE.

Comme deuxième facteur étudié, nous trouvons le secteur d'activité qui est un autre facteur fréquemment étudié dans notre échantillon de littérature, avec 14 études dans les pays développés et 16 dans les pays en développement (Bollas-Araya et al., 2019; Brammer&Pavelin, 2008; Cormier et al., 2005; Hou & Reber, 2011; Reverte, 2009; Tagesson et al., 2009 ; Amran & Susela Devi, 2008a; Buniamin, 2010; De Souza Gonçalves et al., 2014; Gao et al., 2005; Haniffa & Cooke, 2005; Huang & Kung, 2010; Kansal et al., 2014; Le et al., 2023; Suárez-Rico et al., 2018). Cela reflète l'importance du secteur industriel dans la définition des priorités et des pratiques de la DRSE. Les entreprises opérant dans des secteurs à fort impact environnemental ou social, comme l'extraction de ressources naturelles ou l'industrie lourde, sont souvent soumises à plus de pression pour divulguer leurs actions en matière de RSE. L'équilibre entre le nombre d'études dans les deux contextes suggère que ce facteur est pertinent à la fois dans les économies développées et en développement.

Un autre déterminant fréquemment examiné dans la littérature. Il s'agit de la performance financière de l'entreprise qui représente des résultats non concluants en terme de sa relation avec la DRSE. La performance financière est étudiée dans, indiquant que ce facteur est considéré comme un déterminant de la DRSE dans les deux contextes. Certaines études ont trouvé une relation positive significative (Cormier & Magnan, 1999; Patten, 1991; Tagesson et al., 2009 ; Chih et al., 2010 ; Haniffa & Cooke, 2005; Khan, 2010; Mandagie et al., 2024; Tagesson et al., 2009 ; Gaol & Harjanto, 2019), tandis que d'autres n'ont trouvé aucune relation significative ou une relation négative (Hackston & Milne, 1996; Patten, 1991 ; Da Silva Monteiro & Aibar-Guzmán, 2010; Le et al., 2023; Mahadeo et al., 2011; Wedari & Shafadila, 2022). Dans les deux contextes étudiés, les études qui ont prouvé une relation positive entre la performance financière et la DRSE stipulent que les entreprises qui affichent de bonnes performances financières ont tendance à être plus enclines à partager des informations sur leurs efforts en matière de DRSE. Cette tendance pourrait provenir du fait que les entreprises financièrement solides disposent de ressources

supplémentaires à allouer aux initiatives de RSE et à améliorer leur reporting RSE. En outre, ces entreprises sont plus susceptibles de considérer la DRSE comme une stratégie pour renforcer leur réputation, attirer des investisseurs socialement responsables et différencier leurs produits ou services sur le marché. Cette corrélation positive semble être un peu plus forte dans les pays en développement, où l'on compte 6 études positives contre 4 dans les pays développés. Cela peut indiquer que, dans ces environnements, les entreprises considèrent la RSE comme un outil essentiel pour attirer les investissements étrangers ou accéder à des marchés qui exigent des normes de durabilité plus élevées.

Tandis que d'autres études n'ont trouvé aucune relation ou une relation négative entre les deux variables, Cela pourrait suggérer que, dans certains cas, la divulgation de la RSE n'est pas intrinsèquement liée aux résultats financiers, mais est influencée par d'autres éléments tels que les exigences réglementaires, les attentes des parties prenantes ou la culture de l'entreprise. Par exemple, dans les pays développés, les entreprises peuvent être obligées de révéler des informations sur la RSE en raison de réglementations strictes, quelle que soit leur santé financière. À l'inverse, dans les pays en développement, certaines entreprises peuvent mener des initiatives de RSE pour des raisons stratégiques ou de réputation, même si ces actions n'ont pas de corrélation directe avec leurs résultats financiers.

Outre les trois caractéristiques de l'entreprise les plus détectées dans la littérature, d'autres facteurs déterminants comme l'âge de l'entreprise qui reste un sujet qui n'a pas reçu beaucoup d'attention, comme en témoignent une seule étude menée dans les pays développés et deux dans les pays en développement (Cormier et al., 2005 ; Masoud & Vij, 2021 ; Le et al., 2023). Cela indique que l'âge de l'entreprise n'est généralement pas considéré comme un facteur significatif de la DRSE. Le peu d'intérêt suscité peut provenir du fait que les pratiques de RSE ont tendance à être davantage façonnées par des influences immédiates telles que la taille ou le secteur plutôt que par la maturité de l'entreprise. La rareté des recherches consacrées à cet aspect dans les deux contextes met en évidence son impact considéré comme minime. En plus de l'âge de l'entreprise, nous trouvons aussi le risque systématique. Ce dernier est évoqué dans quatre études, dont trois dans les pays développés (Belkaoui & Karpik, 1989 ; Toms, 2002 ; Cormier et al., 2005) et une étude ayant un impact négatif (Roberts, 1992) avec une absence des études traitants ce déterminant dans les pays en développement, ce qui signifie que le risque économique/la volatilité des marchés est plus fréquemment considéré dans les pays développés comme un facteur déterminant affectant la DRSE. Dans de telles situations, les entreprises peuvent utiliser la divulgation de la RSE pour gérer les incertitudes du marché et signaler la richesse aux parties prenantes concernées. Ainsi, le

faible nombre d'études sur ce sujet dans les pays en développement reflète une atmosphère où les préoccupations financières immédiates priment sur la gestion des risques

Le statut de cotation est étudié dans deux études pour les pays développés (Hackston & Milne, 1996 ; Gamerschlag et al., 2011) et trois pour les pays en développement (De Souza Gonçalves et al., 2014) ; (Haniffa & Cooke, 2005) ; (Da Silva Monteiro & Aibar-Guzmán, 2010) avec un consensus sur la corrélation positive, chose qui montre qu'il s'agit d'un déterminant relativement bien étudié de la DRSE. Les entreprises soumises à la cotation sont tenues de respecter une transparence plus stricte et un contrôle renforcé, ce qui pourrait les inciter à mieux communiquer sur leurs activités de RSE. Le fait même que ce facteur soit pris en compte dans les deux contextes montre que la cotation est un déterminant important de la DRSE à travers le monde, en raison des contraintes réglementaires et des attentes des investisseurs.

En résumé, aussi bien dans les pays en développement ainsi que dans les pays développés, les études se concentrent principalement avec des résultats concluants sur des facteurs structurels comme la taille et le secteur d'activité, qui sont perçus comme des conditions préalables à l'engagement dans la RSE, ainsi que sur la performance financière, mais cette dernière laisse toujours un débat quant à sa relation avec la DRSE. Les entreprises dans les pays en développement semblent adopter la DRSE en fonction de leur capacité à mobiliser des ressources (financières et organisationnelles), ce qui se reflète dans le plus grand nombre d'études prouvant un impact positif de la performance financière dans ce contexte. En revanche, dans les pays développés où la pression institutionnelle et sociétale est plus forte, des déterminants comme le risque systématique et la performance sociétale sont davantage étudiés, car la DRSE y est souvent perçue comme un outil de gestion des risques et de différenciation concurrentielle mais ce constat nécessite plus d'études pour avoir des résultats suffisants pour prouver cette conclusion.

Les facteurs externes

Les facteurs externes déterminants de la DRSE identifiés d'après notre échantillon de littérature sont présentés dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Synthèse des facteurs externes identifiés

Facteurs externes						
Déterminants de la DRSE	Pays développés			Pays en développement		
	+	-	0	+	-	0
Structure de propriété	7	0	0	9	2	4
Pressions des Parties prenantes	9	0	1	6	2	0
Facteurs spécifiques au pays	6	0	0	4	0	0
Réglementation	4	0	0	0	4	0
Endettement	2	1	1	4	1	1
Exposition médiatique	4	1	1	1	0	0
Facteurs macroéconomiques	0	0	0	1	0	0

Source : élaboré par nos propres soins

Comme un premier déterminant identifié, nous trouvons la structure de propriété. Dans les pays développés, sept études indiquent une corrélation positive entre la structure de propriété et le DRSE (Toms, 2002 ; Cormier et al., 2005 ; Tagesson et al., 2009 ; Gamerschlag et al., 2011 ; Oh et al., 2011 ; Shi et al., 2012 ; Garcia-Torea et al., 2017), et aucune étude n'identifie une relation négative ou neutre. À l'inverse, dans les pays en développement, les résultats sont plus variés : neuf études démontrent une corrélation positive (Saleh et al., 2010 ; Ahmed Haji, 2013 ; A. Khan et al., 2013 ; Rizk et al., 2008 ; Hu et al., 2018 ; P. & K.B., 2021 ; Nugrahani et al., 2023 ; Alkayed & Omar, 2023 ; Kumar et al., 2023), deux révèlent une corrélation négative (A. Khan et al., 2013 ; Nguyen et al., 2021), et quatre ne signalent aucune corrélation (Masoud & Vij, 2021 ; Huang & Kung, 2010 ; Alsaeed, 2006 ; Wedari & Shafadila, 2022). La relation positive concerne principalement la propriété étrangère, institutionnelle, managériale, et gouvernementale, tandis que la concentration de propriété, et la propriété managériale concerne les relations négatives ou nulles. Ces résultats impliquent que la structure de propriété joue un rôle important dans la détermination du DRSE dans les deux types de pays, même si les pays en développement semblent présenter davantage d'incertitudes ou de complexités.

Un deuxième facteur fréquenté dans la littérature concerne les pressions exercées par les parties prenantes, ces dernières sont identifiées comme un élément d'influence significatif dans les deux contextes, comme le montre neuf études positives menées dans des pays développés (Belkaoui & Karpik, 1989 ; Guthrie & Parker, 1989 ; Patten, 1991 ; Deegan & Gordon, 1996 ; Adams & Harte, 1998 ; Wilmshurst & Frost, 2000 ; Cormier et al., 2005 ; Nikolaeva & Bicho, 2011 ; Thorne et al., 2014), et 6 dans des pays en développement (Rashid et al., 2020 ; Huang & Kung, 2010 ; Amran & Susela Devi, 2008a ; Nugrahani et al., 2023 ; Rahaman et al., 2004 ; Azizul Islam & Deegan, 2008). En revanche, deux études menées dans des pays en développement indiquent une corrélation négative (Huang & Kung, 2010 ;

Alsaeed, 2006), et aucune étude ne suggère l'absence de relation, tandis qu'une seule étude menée dans des pays développés ne fait état d'aucune relation. Cela indique qu'à l'échelle mondiale, les pressions exercées par les parties prenantes sont généralement considérées comme un facteur bénéfique de la DRSE ; cependant, leur impact peut parfois être perçu de manière négative dans les pays en développement, où ces pressions peuvent être plus récentes ou moins clairement articulées. ces préoccupations des parties prenantes dans les pays développés concernent principalement, les régulateurs (Chih et al., 2010; Cormier & Magnan, 1999; Neu et al., 1998; Shi et al., 2012), les actionnaires (Neu et al., 1998; Thorne et al., 2014; Toms, 2002), les créanciers, les fournisseurs et les clients (Oh et al., 2011; Roberts, 1992), les investisseurs (Wilmshurst & Frost, 2000), les écologistes (Deegan & Gordon, 1996; Neu et al., 1998). Dans les pays en développement, la publication des rapports sur les pratiques RSE est principalement dictée par des forces externes. Il s'agit notamment de parties prenantes puissantes comme les acheteurs internationaux (Azizul Islam & Deegan, 2008; Rahman Belal & Owen, 2007), les investisseurs étrangers (Teoh et Thong, 1984 ; Belal et Owen, 2007 ; Khan et al., 2013 ; Chiu et Wang, 2014) et même les intérêts des médias internationaux (Islam & Deegan, 2008). Ils influencent leurs décisions en fonction des actions des organismes de réglementation internationaux, comme la Banque mondiale. En outre, contrairement aux pays développés, les entreprises des pays en développement perçoivent relativement peu de pression de la part du public en ce qui concerne la divulgation d'informations sur la RSE (Belal et Owen, 2007 ; Belal et Cooper, 2011 ; Momin et Parker, 2013).

Dans un autre stade d'analyse qui concerne la comparaison entre deux ou un groupe de pays pour étudier l'association des pratiques de la DRSE avec les particularités de chaque pays. Notre échantillon montre que la divulgation de la RSE est fortement influencée par des facteurs propres à chaque pays, comme le montrent six études positives dans les pays développés (Gray et al., 1995 ; Adams et al., 1998 ; Adams & Harte, 1998 ; Buhr & Freedman, 2001 ; Van Der Laan Smith et al., 2005 ; Bollas-Araya et al., 2019) et quatre dans les pays en développement (Williams, 1999 ; Haniffa & Cooke, 2005 ; Kamla, 2007 ; Wanderley et al., 2008). Aucun contexte ne présente de relation négative ou neutre, ce qui indique que les caractéristiques propres à un pays (comme la réglementation locale, les aspects culturels et le paysage économique) ont un impact positif sur la divulgation de la RSE, avec un effet légèrement plus important observé dans les pays développés. Dans le même sens, nous constatons l'influence claire de la réglementation sur la DRSE dans les pays développés, où quatre études indiquent une corrélation positive (Cormier & Magnan, 1999 ; Chih et al., 2010 ; Shi et al., 2012 ; Hąbek & Wolniak, 2015). À l'inverse, dans les pays

en développement, quatre études révèlent une relation négative (De Villiers, 2003 ; Mitchell & Hill, 2009 ; Belal & Cooper, 2011 ; Alshbili et al., 2019), sans qu'aucune étude ne fasse état d'une association positive ou neutre. Cette divergence peut provenir de la croyance selon laquelle les réglementations dans les pays en développement ont tendance à être inadéquates ou mal appliquées, ce qui peut dissuader les entreprises de partager volontairement leurs pratiques en matière de RSE. À l'inverse, des réglementations plus strictes dans les pays développés favorisent une plus grande transparence.

À l'instar de la performance financière, un autre déterminant qui est l'endettement présente des résultats mitigés quant à sa relation avec la DRSE dans les deux contextes. Dans les pays développés, deux études indiquent une corrélation positive (Roberts, 1992 ; Andrikopoulos et al., 2014), tandis qu'une étude a identifié une corrélation négative (Guthrie & Parker, 1989) et une autre n'a révélé aucune corrélation (Reverte, 2009). Cela implique que les entreprises de ces régions peuvent considérer la RSE comme un moyen d'améliorer leur réputation et d'attirer des investisseurs, ou qu'elles peuvent avoir l'impression que l'endettement limite leur capacité à investir dans des initiatives de RSE. À l'inverse, dans les pays en développement, quatre études ont constaté une association positive entre l'endettement et la DRSE (Mahadeo et al., 2011) ; Gaol & Harjanto, 2019 ; P. & K.B., 2021 ; Ali et al., 2023), bien qu'une étude ait indiqué une association négative (Mandagie et al., 2024) et une autre n'ait montré aucune association (Wedari & Shafadila, 2022). L'endettement pourrait motiver certaines entreprises à accroître leur transparence pour rassurer les créanciers, mais il pourrait également entraver leur capacité à investir dans la RSE, en particulier dans des climats économiques instables.

Un dernier déterminant qui semble avoir une association avec la DRSE, il s'agit de l'exposition médiatique. L'exposition médiatique est un facteur important, comme le montrent quatre études positives (Deegan et al., 2002 ; Reverte, 2009 ; Nikolaeva & Bicho, 2011 ; Branco & Rodrigues, 2008) et une étude négative (Adams & Harte, 1998). Cela souligne le rôle majeur de la couverture médiatique dans ces régions, où les entreprises sont soumises à un examen minutieux et incessant de la part de la presse, ce qui les incite à révéler leurs pratiques de RSE pour préserver leur réputation. Par conséquent, la pression médiatique est essentielle pour promouvoir la transparence. Dans les pays en développement, une seule étude a identifié une corrélation positive entre l'exposition médiatique et le DRSE (Chiu & Wang, 2015). Cela pourrait être attribué à une couverture médiatique moins complète ou à une compréhension plus limitée des questions de RSE dans ces environnements. Contrairement à l'Occident, les entreprises de ces régions ne subissent peut-être pas la même pression médiatique pour adopter des pratiques de RSE transparentes.

Enfin un dernier déterminant qui trouve ses débuts dans la littérature, il s'agit essentiellement des facteurs macroéconomiques tels que le taux d'inflation, le taux de change, les prix de pétroles, que nous les trouvons évoqués dans l'étude de (Chiu & Wang, 2015) et une autre très récente de (Mandagie et al., 2024). Ce type des déterminants nécessite plus d'études dans les deux contextes étudiés pour avoir des résultats pertinents pour notre analyse.

En résumé, les facteurs externes qui influencent la RSE diffèrent considérablement entre les pays développés et les pays en développement. Dans les pays développés, des éléments cruciaux tels que la structure de propriété, l'influence des parties prenantes, la réglementation et la visibilité médiatique incitent les entreprises à adopter des pratiques de divulgation de RSE plus transparentes. À l'inverse, dans les pays en développement, si certains de ces éléments peuvent exister, il est plus courant de rencontrer des relations négatives ou inexistantes, notamment en ce qui concerne la réglementation et l'effet de levier, qui mettent en évidence des paysages économiques et institutionnels plus complexes.

Les facteurs internes

Notre dernière catégorie des déterminants concerne les facteurs internes présentée dans le tableau 3, où nous trouvons plusieurs types comme les mécanismes de gouvernance, la compétitivité, l'attitude managériale et la réputation de l'entreprise.

Tableau 3 : Synthèse des facteurs externes identifiés

Facteurs internes						
Déterminants de la DRSE	Pays développés			Pays en développement		
	+	-	0	+	-	0
Mécanisme de gouvernance	2	1	0	9	3	3
Compétitivité	2	0	0	0	0	0
Attitude managériale	3	0	0	2	1	0
Réputation	2	0	0	2	0	0

Source : élaboré par nos propres soins

Dans les facteurs internes, nous constatons que les mécanismes de gouvernance sont les plus présents dans les études des deux contextes. Cependant ce facteur présente des différences significatives dans son impact sur la DRSE. Dans les pays développés, deux études ont établi une corrélation positive entre les mécanismes de gouvernance et la RSE (Jo & Harjoto, 2012 ; Garcia-Torea et al., 2017), tandis qu'une étude a révélé une corrélation négative (Chen et al., 2023). Des éléments clés tels que la composition du conseil d'administration, les comités spécialisés et la séparation des pouvoirs sont largement considérés comme essentiels pour favoriser la transparence et la responsabilité, ce qui améliore ensuite la

divulgarion de la RSE. Néanmoins, la présence d'une étude indiquant une corrélation négative qui se concentre principalement sur le mandat du PDG implique que, dans certains cas ce déterminant peut diminuer l'efficacité ou la priorité de la divulgation de la RSE. En revanche, l'examen des mécanismes de gouvernance dans les pays en développement est encore plus approfondi, avec neuf études démontrant une relation positive (Masoud & Vij, 2021 ; H. Khan, 2010 ; Ahmed Haji, 2013 ; A. Khan et al., 2013 ; Chiu & Wang, 2015 ; Haniffa & Cooke, 2005 ; Alkayed & Omar, 2023 ; Soobaroyen et al., 2023 ; Kumar et al., 2023), soulignant son importance dans ces contextes. Cependant, trois études ont signalé une relation négative (Suárez-Rico et al., 2018 ; Masoud & Vij, 2021 ; Soobaroyen et al., 2023), et trois autres n'ont trouvé aucune relation (Masoud & Vij, 2021 ; A. Khan et al., 2013 ; Wedari & Shafadila, 2022). Les études qui ont prouvé des relations positives, se sont concentrées principalement sur la composition du conseil d'administration notamment la présence des femmes et la fraction des administrateurs indépendants, le nombre des réunions du conseil, la présence des comités spécialisés tels que des comités d'audit et de RSE. Par contre la taille du conseil d'administration se présente comme un déterminant dominant dans les études qui ont trouvé des associations négatives. Cette variabilité peut provenir de systèmes de gouvernance moins développés ou de structures de gouvernance façonnées par des influences familiales ou étatiques, qui peuvent soit faciliter, soit entraver la divulgation de la RSE. Les entreprises des pays en développement peuvent parfois avoir du mal à mettre en place des mécanismes de gouvernance efficaces nécessaires pour intégrer la RSE dans leurs stratégies globales, ce qui peut expliquer les résultats négatifs et neutres.

Concernant la compétitivité et sa relation avec la DRSE. Les recherches ont été principalement menées dans les pays développés, laissant un vide dans les pays en développement. Dans le contexte des pays développés, deux études ont identifié une corrélation positive entre compétitivité et DRSE (Chih et al., 2010 ; Nikolaeva & Bicho, 2011). Cela indique que les entreprises considèrent la RSE comme un moyen de se différencier et d'améliorer leur avantage concurrentiel sur des marchés où les consommateurs, les investisseurs et les autres parties prenantes accordent de plus en plus d'importance aux pratiques durables. Dans ces environnements, les entreprises ont tendance à considérer la divulgation de la RSE comme une stratégie pour améliorer leur réputation, attirer des investissements socialement responsables et favoriser la fidélité des clients. L'absence de recherche sur la compétitivité dans les pays en développement peut suggérer que les entreprises de ces régions sont moins susceptibles de considérer la RSE comme un facteur de compétitivité, peut-être parce qu'elles opèrent sur des marchés moins sensibles aux préoccupations de durabilité ou parce

qu'elles sont plus concentrées sur les défis économiques et opérationnels immédiats.

L'attitude managériale est également un facteur interne important pour la DRSE, avec des résultats similaires dans les deux contextes. Dans les pays développés, trois études montrent une relation positive (Adams & Harte, 1998 ; O'Dwyer 2002 ; Adams, 2002), ce qui indique que les valeurs, la vision, et l'engagement des dirigeants jouent un rôle primordial dans la promotion de la divulgation RSE. Les managers dans ces contextes, sont souvent formés aux meilleures pratiques de RSE et reconnaissent l'importance de la transparence pour la réputation et le succès à long terme de l'entreprise. Dans les pays en développement, deux études ont également trouvé une relation positive entre l'attitude managériale et la DRSE (Kuasirikun, 2005 ; Rahman Belal & Owen, 2007), mais une étude a trouvé une relation négative (Rashid et al., 2020). Cela peut refléter une diversité d'attitudes parmi les gestionnaires dans ces contextes, où certains dirigeants peuvent encore voir la RSE comme un coût plutôt que comme un investissement. Les différences culturelles, le manque de formation, ou les priorités axées sur la rentabilité immédiate peuvent expliquer cette variabilité.

Un dernier facteur interne identifié dans notre échantillon de littérature lié à la réputation des entreprises ayant une influence positive dans les deux contextes. Dans les pays développés, deux études ont montré une relation positive (Hasseldine et al., 2005 ; O'Donovan, 2002), reflétant l'idée que les entreprises valorisent la DRSE comme un moyen de renforcer leur image de marque, d'attirer des clients et des investisseurs socialement conscients, et de se protéger contre les risques de réputation liés aux pratiques irresponsables. De manière similaire, dans les pays en développement, deux études ont également trouvé une relation positive entre la réputation et la DRSE (Kansal et al., 2014 ; Momin & Parker, 2013). Cela suggère que, bien que les pressions institutionnelles puissent être moins fortes, les entreprises dans ces contextes commencent à reconnaître l'importance d'une bonne réputation pour accéder aux marchés internationaux, attirer des partenaires commerciaux et établir une relation de confiance avec les parties prenantes locales. Cependant, l'absence de relations négatives ou neutres dans les deux contextes indique un consensus sur le fait que la réputation est généralement perçue comme un atout associé à la divulgation RSE.

En conclusion, les facteurs internes jouent un rôle fondamental dans la variation des pratiques de la divulgation RSE, mais leur impact varie entre les pays développés et les pays en développement. Les mécanismes de gouvernance sont fortement corrélés à la DRSE dans les deux contextes, mais leur influence est plus complexe dans les pays en développement, où

des relations négatives et neutres sont également présentes, probablement en raison de structures de gouvernance moins établies. La compétitivité est un déterminant reconnu dans les pays développés, où la RSE est souvent vue comme un avantage concurrentiel, tandis que ce facteur est largement ignoré dans les pays en développement, où d'autres priorités économiques dominent. L'attitude managériale influence positivement la DRSE dans les deux contextes, mais des attitudes variées parmi les dirigeants dans les pays en développement peuvent parfois freiner la divulgation. Enfin, la réputation est un facteur important pour les entreprises dans les deux types de pays, soulignant le consensus selon lequel la RSE est un outil essentiel pour construire et maintenir une image positive.

Conclusion

Sur la base d'un examen de 89 articles de recherche empirique, cet article analyse les facteurs déterminants pour la divulgation d'informations sur la RSE. Cette recherche est basée sur une double classification. Une classification sur la base de niveau de développement du pays (développé, en voie de développement), et une classification par nature de déterminants (caractéristiques de l'entreprise, externes, et internes). Les résultats montrent que les caractéristiques de l'entreprise, telles que la taille, et le secteur d'activité, tandis que la structure de propriété, la pression des parties prenantes, et les spécificités du pays comme facteurs externes, en ajoutant les mécanismes de gouvernance comme facteur interne semblent être les principaux déterminants étudiés dans la littérature de la divulgation RSE, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Notre recherche révèle aussi qu'il existe des différences importantes entre les déterminants de la divulgation de la RSE dans les pays développés et dans les pays en développement. Dans les pays développés, les préoccupations de certaines parties prenantes, par exemple les régulateurs, les actionnaires, les créanciers, les investisseurs, les écologistes et les médias, sont considérées comme très importantes pour la divulgation d'informations sur la RSE. En revanche dans les pays en développement, la publication des informations RSE est influencée par les forces extérieures/parties prenantes puissantes, par exemple les acheteurs internationaux, les investisseurs étrangers, les préoccupations des médias internationaux et les organismes de réglementation internationaux tels que la Banque mondiale. En outre, contrairement aux pays développés, les entreprises des pays en développement perçoivent peu de pression de la part du public pour la divulgation d'informations sur la RSE, ce qui suggère que le public des pays en développement est moins informé des questions sociales et environnementales et qu'il a besoin de programmes de sensibilisation mettant l'accent sur les questions sociales et environnementales.

En outre, l'analyse de la littérature montre un manque dans les études qui traitent la relation de la DRSE avec les facteurs macroéconomiques, tels que les prix de pétrole, le taux d'inflation, taux de change comme l'étude menée par Mandagie et al., 2024, et ceci bien que pour les économies développées que pour les économies émergentes. Ainsi la nécessité d'avoir d'autres études qui analysent les pratiques et les déterminants de la DRSE au niveau de d'autres organisations autre que les entreprises, comme les organisations du secteur public, car nous estimons que la question de la durabilité et particulièrement la DRSE est une occupation universelle.

Notre examen n'est pas exempt des limitations. bien que nous avons fait de notre mieux pour inclure la plupart des articles publiés récemment, il se peut que certains articles aient été omis involontairement. Notre étude ne porte que sur les travaux publiés en langue anglaise vu les sources d'articles utilisées. Par conséquent, il se peut que nous ne fournissions pas un examen exhaustif des articles sur les déterminants de la divulgation de la RSE dans les pays développés et en développement.

Le présent article met en évidence des orientations pour les recherches futures. Une observation faite à propos du nombre limité des pays étudiés. Nous constatons que plusieurs pays n'ont pas été étudiés, comme ceux de l'Afrique du nord, en suivant la littérature qui indique que les pratiques RSE sont différentes entre les pays développés et les pays en développement (Alshbili et Elamer, 2020) les chercheurs préconisent que de futures études doivent porter sur ces pays sous-représentés dans la littérature.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Adams, C. A. (2002). Internal organisational factors influencing corporate social and ethical reporting: Beyond current theorising. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 15(2), 223-250. <https://doi.org/10.1108/09513570210418905>
2. Adams, C. A., & Harte, G. (1998.). *THE CHANGING PORTRAYAL OF THE EMPLOYMENT OF WOMEN IN BRITISH BANK³ AND RETAIL COMPANIES' CORPORATE ANNUAL REPORTS.*
3. Adams, C. A., Hill, W.-Y., & Roberts, C. B. (1998). *CORPORATE SOCIAL REPORTING PRACTICES IN WESTERN EUROPE :*

- LEGITIMATING CORPORATE BEHAVIOUR? *The British Accounting Review*, 30(1), 1-21.
<https://doi.org/10.1006/bare.1997.0060>
4. Aguinis, H., & Glavas, A. (2012). What We Know and Don't Know About Corporate Social Responsibility: A Review and Research Agenda. *Journal of Management*, 38(4), 932-968.
<https://doi.org/10.1177/0149206311436079>
 5. Ahmed Haji, A. (2013). Corporate social responsibility disclosures over time: Evidence from Malaysia. *Managerial Auditing Journal*, 28(7), 647-676. <https://doi.org/10.1108/MAJ-07-2012-0729>
 6. Ali, M. M. (2023). The Determinants of Corporate Social Responsibility Disclosures among Construction Companies. *Economic Affairs*, 68(3). <https://doi.org/10.46852/0424-2513.3.2023.13>
 7. Alkayed, H., & Omar, B. F. (2023). Determinants of the extent and quality of corporate social responsibility disclosure in the industrial and services sectors: The case of Jordan. *Journal of Financial Reporting and Accounting*, 21(5), 1206-1245.
<https://doi.org/10.1108/JFRA-05-2021-0133>
 8. Alsaeed, K. (2006). The association between firm-specific characteristics and disclosure: The case of Saudi Arabia. *Managerial Auditing Journal*, 21(5), 476-496.
<https://doi.org/10.1108/02686900610667256>
 9. Alshbili, I., Elamer, A. A., & Moustafa, M. W. (2021). Social and environmental reporting, sustainable development and institutional voids: Evidence from a developing country. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 28(2), 881-895.
<https://doi.org/10.1002/csr.2096>
 10. Amran, A., & Susela Devi, S. (2008). The impact of government and foreign affiliate influence on corporate social reporting: The case of Malaysia. *Managerial Auditing Journal*, 23(4), 386-404.
<https://doi.org/10.1108/02686900810864327>
 11. Azizul Islam, M., & Deegan, C. (2008). Motivations for an organisation within a developing country to report social responsibility information: Evidence from Bangladesh. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 21(6), 850-874.
<https://doi.org/10.1108/09513570810893272>
 12. Belal, A. R., & Cooper, S. (2011). The absence of corporate social responsibility reporting in Bangladesh. *Critical Perspectives on Accounting*, 22(7), 654-667.
<https://doi.org/10.1016/j.cpa.2010.06.020>

13. Belkaoui, A., & Karpik, P. (1989). *Determinants of the corporate decision to disclose social information*.
14. Bollas-Araya, H. M., Polo-Garrido, F., & Seguí-Mas, E. (2019). Determinants of CSR Reporting and Assurance : An Analysis of Top Cooperative and Mutual Organisations. *Australian Accounting Review*, 29(4), 692-707. <https://doi.org/10.1111/auar.12244>
15. Brammer, S., & Pavelin, S. (2008). Factors influencing the quality of corporate environmental disclosure. *Business Strategy and the Environment*, 17(2), 120-136. <https://doi.org/10.1002/bse.506>
16. Buniamin, S. (2010). The Quantity and Quality of Environmental Reporting in Annual Report of Public Listed Companies in Malaysia. *Issues In Social And Environmental Accounting*, 4(2), 115. <https://doi.org/10.22164/isea.v4i2.50>
17. Burritt, R. L., & Schaltegger, S. (2010). Sustainability accounting and reporting : Fad or trend? *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 23(7), 829-846. <https://doi.org/10.1108/09513571011080144>
18. Carroll, A. B. (1979). A Three-Dimensional Conceptual Model of Corporate Performance. *The Academy of Management Review*, 4(4), 497. <https://doi.org/10.2307/257850>
19. Chen, L., Liao, C., Tsang, A., & Yu, L. (2023). CEO career concerns in early tenure and corporate social responsibility reporting. *Contemporary Accounting Research*, 40(3), 1545-1575. <https://doi.org/10.1111/1911-3846.12874>
20. Chih, H.-L., Chih, H.-H., & Chen, T.-Y. (2010). On the Determinants of Corporate Social Responsibility : International Evidence on the Financial Industry. *Journal of Business Ethics*, 93(1), 115-135. <https://doi.org/10.1007/s10551-009-0186-x>
21. Chiu, T.-K., & Wang, Y.-H. (2015). Determinants of Social Disclosure Quality in Taiwan : An Application of Stakeholder Theory. *Journal of Business Ethics*, 129(2), 379-398. <https://doi.org/10.1007/s10551-014-2160-5>
22. Cormier, D., & Magnan, M. (1999). Corporate Environmental Disclosure Strategies : Determinants, Costs and Benefits. *Journal of Accounting, Auditing & Finance*, 14(4), 429-451. <https://doi.org/10.1177/0148558X9901400403>
23. Cormier, D., & Magnan, M. (2003). Environmental reporting management : A continental European perspective. *Journal of Accounting and Public Policy*, 22(1), 43-62. [https://doi.org/10.1016/S0278-4254\(02\)00085-6](https://doi.org/10.1016/S0278-4254(02)00085-6)
24. Cormier, D., Magnan, M., & Van Velthoven, B. (2005). Environmental disclosure quality in large German companies :

- Economic incentives, public pressures or institutional conditions? *European Accounting Review*, 14(1), 3-39. <https://doi.org/10.1080/0963818042000339617>
25. Da Silva Monteiro, S. M., & Aibar-Guzmán, B. (2010). Determinants of environmental disclosure in the annual reports of large companies operating in Portugal. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 17(4), 185-204. <https://doi.org/10.1002/csr.197>
 26. De Souza Gonçalves, R., De Medeiros, O. R., Jreige Weffort, E. F., & Katsumi Niyama, J. (2014). A Social Disclosure Index for Assessing Social Programs in Brazilian Listed Firms. In C. D. A. Wanderley & F. Frezatti (Éds.), *Accounting in Latin America* (Vol. 14, p. 75-103). Emerald Group Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/S1479-356320140000014002>
 27. De Villiers, C. J. (2003). Why do South African companies not report more environmental information when managers are so positive about this kind of reporting? *Meditari Accountancy Research*, 11(1), 11-23. <https://doi.org/10.1108/10222529200300002>
 28. Deegan, C., & Gordon, B. (1996). A Study of the Environmental Disclosure Practices of Australian Corporations. *Accounting and Business Research*, 26(3), 187-199. <https://doi.org/10.1080/00014788.1996.9729510>
 29. Dienes, D., Sassen, R., & Fischer, J. (2016). What are the drivers of sustainability reporting? A systematic review. *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 7(2), 154-189. <https://doi.org/10.1108/SAMPJ-08-2014-0050>
 30. Doh, J. P., & Guay, T. R. (2006). Corporate Social Responsibility, Public Policy, and NGO Activism in Europe and the United States : An Institutional-Stakeholder Perspective. *Journal of Management Studies*, 43(1), 47-73. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6486.2006.00582.x>
 31. Duran, I., & Rodrigo, P. (2018). Why Do Firms in Emerging Markets Report? A Stakeholder Theory Approach to Study the Determinants of Non-Financial Disclosure in Latin America. *Sustainability*, 10(9), 3111. <https://doi.org/10.3390/su10093111>
 32. Elena Windolph, S., Schaltegger, S., & Herzig, C. (2014). Implementing corporate sustainability : What drives the application of sustainability management tools in Germany? *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 5(4), 378-404. <https://doi.org/10.1108/SAMPJ-01-2014-0002>
 33. Elleuch Hamza, S., & Ben Ahmed Hadrich, M. (2009). Les déterminants de la divulgation des informations financières via

- Internet adoptee par les entreprises tunisiennes : Une demarche qualitative et quantitative. *Revue Libanaise de Gestion et d'Économie*, 2(2), 128-170. [https://doi.org/10.1016/S1999-7620\(09\)70012-6](https://doi.org/10.1016/S1999-7620(09)70012-6)
34. Fassin, Y., Werner, A., Van Rossem, A., Signori, S., Garriga, E., Von Weltzien Hoivik, H., & Schlierer, H.-J. (2015). CSR and Related Terms in SME Owner–Managers' Mental Models in Six European Countries : National Context Matters. *Journal of Business Ethics*, 128(2), 433-456. <https://doi.org/10.1007/s10551-014-2098-7>
35. Fifka, M. S. (2013). Corporate Responsibility Reporting and its Determinants in Comparative Perspective – a Review of the Empirical Literature and a Meta-analysis. *Business Strategy and the Environment*, 22(1), 1-35. <https://doi.org/10.1002/bse.729>
36. Frynas, J. G., & Yamahaki, C. (2016). Corporate social responsibility: Review and roadmap of theoretical perspectives. *Business Ethics: A European Review*, 25(3), 258-285. <https://doi.org/10.1111/beer.12115>
37. Gao, S. S., Heravi, S., & Xiao, J. Z. (2005). Determinants of corporate social and environmental reporting in Hong Kong : A research note. *Accounting Forum*, 29(2), 233-242. <https://doi.org/10.1016/j.accfor.2005.01.002>
38. Garcia-Torea, N., Fernandez-Feijoo, B., & De La Cuesta-González, M. (2017). The influence of ownership structure on the transparency of CSR reporting : Empirical evidence from Spain. *Spanish Journal of Finance and Accounting / Revista Española de Financiación y Contabilidad*, 46(3), 249-271. <https://doi.org/10.1080/02102412.2016.1267451>
39. Gray, R. (2010). A re-evaluation of social, environmental and sustainability accounting: An exploration of an emerging trans-disciplinary field? *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 1(1), 11-32. <https://doi.org/10.1108/20408021011059205>
40. Gray, R., Kouhy, R., & Lavers, S. (1995). Corporate social and environmental reporting : A review of the literature and a longitudinal study of UK disclosure. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 8(2), 47-77. <https://doi.org/10.1108/09513579510146996>
41. Guidry, R. P., & Patten, D. M. (2010). Market reactions to the first-time issuance of corporate sustainability reports : Evidence that quality matters. *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 1(1), 33-50. <https://doi.org/10.1108/20408021011059214>

42. Guthrie, J., & Parker, L. D. (1989). Corporate Social Reporting : A Rebuttal of Legitimacy Theory. *Accounting and Business Research*, 19(76), 343-352. <https://doi.org/10.1080/00014788.1989.9728863>
43. Hackston, D., & Milne, M. J. (1996). Some determinants of social and environmental disclosures in New Zealand companies. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 9(1), 77-108. <https://doi.org/10.1108/09513579610109987>
44. Haniffa, R. M., & Cooke, T. E. (2005). The impact of culture and governance on corporate social reporting. *Journal of Accounting and Public Policy*, 24(5), 391-430. <https://doi.org/10.1016/j.jaccpubpol.2005.06.001>
45. Herzig, C., & Schaltegger, S. (2006). Corporate Sustainability Reporting. An Overview. In S. Schaltegger, M. Bennett, & R. Burritt (Éds.), *Sustainability Accounting and Reporting* (p. 301-324). Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-1-4020-4974-3_13
46. Hou, J., & Reber, B. H. (2011). Dimensions of disclosures : Corporate social responsibility (CSR) reporting by media companies. *Public Relations Review*, 37(2), 166-168. <https://doi.org/10.1016/j.pubrev.2011.01.005>
47. Huang, C.-L., & Kung, F.-H. (2010). Drivers of Environmental Disclosure and Stakeholder Expectation : Evidence from Taiwan. *Journal of Business Ethics*, 96(3), 435-451. <https://doi.org/10.1007/s10551-010-0476-3>
48. Jackson, G., & Apostolakou, A. (2010). Corporate Social Responsibility in Western Europe : An Institutional Mirror or Substitute? *Journal of Business Ethics*, 94(3), 371-394. <https://doi.org/10.1007/s10551-009-0269-8>
49. Jo, H., & Harjoto, M. A. (2012). The Causal Effect of Corporate Governance on Corporate Social Responsibility. *Journal of Business Ethics*, 106(1), 53-72. <https://doi.org/10.1007/s10551-011-1052-1>
50. Jones, T. M. (1980). Corporate Social Responsibility Revisited, Redefined. *California Management Review*, 22(3), 59-67. <https://doi.org/10.2307/41164877>
51. Kamla, R. (2007). Critically Appreciating Social Accounting and Reporting in the Arab MiddleEast : A Postcolonial Perspective. *Advances in International Accounting*, 20, 105-177. [https://doi.org/10.1016/S0897-3660\(07\)20005-4](https://doi.org/10.1016/S0897-3660(07)20005-4)
52. Kansal, M., Joshi, M., & Batra, G. S. (2014). Determinants of corporate social responsibility disclosures : Evidence from India. *Advances in Accounting*, 30(1), 217-229. <https://doi.org/10.1016/j.adiac.2014.03.009>

53. Khan, A., Muttakin, M. B., & Siddiqui, J. (2012). Corporate Governance and Corporate Social Responsibility Disclosures : Evidence from an Emerging Economy. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2050630>
54. Khan, H. (2010). The effect of corporate governance elements on corporate social responsibility (CSR) reporting : Empirical evidence from private commercial banks of Bangladesh. *International Journal of Law and Management*, 52(2), 82-109. <https://doi.org/10.1108/17542431011029406>
55. Kuasirikun, N. (2005). Attitudes to the development and implementation of social and environmental accounting in Thailand. *Critical Perspectives on Accounting*, 16(8), 1035-1057. <https://doi.org/10.1016/j.cpa.2004.02.004>
56. Le, Q. L., Nguyen, L. H., Dinh, V. H., Luong, T. T. H., Pham, T. K. L., & Nguyen, T. H. L. (2023). Factors affecting corporate social responsibilities disclosure of listed companies in Vietnam. *Cogent Business & Management*, 10(1), 2160578. <https://doi.org/10.1080/23311975.2022.2160578>
57. Lund-Thomsen, P., & Nadvi, K. (2010). Global value chains, local collective action and corporate social responsibility : A review of empirical evidence. *Business Strategy and the Environment*, 19(1), 1-13. <https://doi.org/10.1002/bse.670>
58. Mahadeo, J. D., Oogarah-Hanuman, V., & Soobaroyen, T. (2011). A Longitudinal Study of Corporate Social Disclosures in a Developing Economy. *Journal of Business Ethics*, 104(4), 545-558. <https://doi.org/10.1007/s10551-011-0929-3>
59. Mai, M. U., Sudradjat, & Sembiring, E. E. (2023). Board characteristics, state ownership, and corporate social responsibility : Evidence from Indonesian Islamic banks. *Cogent Economics & Finance*, 11(2), 2266323. <https://doi.org/10.1080/23322039.2023.2266323>
60. Mandagie, W. C., Susanto, K. P., Endri, E., & Wiwaha, A. (2024). Oil Price and Corporate Social Responsibility Disclosure (CSR) : Evidence from Indonesian Energy Companies. *International Journal of Energy Economics and Policy*, 14(3), 694-701. <https://doi.org/10.32479/ijee.15937>
61. Mathews, M. R. (1997). Twenty-five years of social and environmental accounting research : Is there a silver jubilee to celebrate? *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 10(4), 481-531. <https://doi.org/10.1108/EUM0000000004417>
62. Matten, D., & Moon, J. (2008). "Implicit" and "Explicit" CSR : A Conceptual Framework for a Comparative Understanding of

- Corporate Social Responsibility. *Academy of Management Review*, 33(2), 404-424. <https://doi.org/10.5465/amr.2008.31193458>
63. Mitchell, C. G., & Hill, T. (2009). Corporate social and environmental reporting and the impact of internal environmental policy in South Africa. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 16(1), 48-60. <https://doi.org/10.1002/csr.179>
64. Momin, M. A., & Parker, L. D. (2013). Motivations for corporate social responsibility reporting by MNC subsidiaries in an emerging country : The case of Bangladesh. *The British Accounting Review*, 45(3), 215-228. <https://doi.org/10.1016/j.bar.2013.06.007>
65. Morhardt, J. E., Baird, S., & Freeman, K. (2002). Scoring corporate environmental and sustainability reports using GRI 2000, ISO 14031 and other criteria. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 9(4), 215-233. <https://doi.org/10.1002/csr.26>
66. Muthuri, J. N., & Gilbert, V. (2011). An Institutional Analysis of Corporate Social Responsibility in Kenya. *Journal of Business Ethics*, 98(3), 467-483. <https://doi.org/10.1007/s10551-010-0588-9>
67. Neu, D., Warsame, H., & Pedwell, K. (1998). Managing Public Impressions: Environmental Disclosures in Annual Reports. *Accounting, Organizations and Society*, 23(3), 265-282. [https://doi.org/10.1016/S0361-3682\(97\)00008-1](https://doi.org/10.1016/S0361-3682(97)00008-1)
68. Nikolaeva, R., & Bicho, M. (2011). The role of institutional and reputational factors in the voluntary adoption of corporate social responsibility reporting standards. *Journal of the Academy of Marketing Science*, 39(1), 136-157. <https://doi.org/10.1007/s11747-010-0214-5>
69. O'Donovan, G. (2002). Environmental disclosures in the annual report: Extending the applicability and predictive power of legitimacy theory. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 15(3), 344-371. <https://doi.org/10.1108/09513570210435870>
70. O'Dwyer, B. (2002). Managerial perceptions of corporate social disclosure : An Irish story. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 15(3), 406-436. <https://doi.org/10.1108/09513570210435898>
71. Oh, W. Y., Chang, Y. K., & Martynov, A. (2011). The Effect of Ownership Structure on Corporate Social Responsibility : Empirical Evidence from Korea. *Journal of Business Ethics*, 104(2), 283-297. <https://doi.org/10.1007/s10551-011-0912-z>
72. Ortas, E., Gallego-Alvarez, I., & Álvarez Etxeberria, I. (2015). Financial Factors Influencing the Quality of Corporate Social

- Responsibility and Environmental Management Disclosure: A Quantile Regression Approach. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 22(6), 362-380. <https://doi.org/10.1002/csr.1351>
73. Palmer, J., & Van Der Vorst, R. (1997). New recipe green reporting for small and medium-size enterprises. *Eco-Management and Auditing*, 4(2), 57-67. [https://doi.org/10.1002/\(SICI\)1099-0925\(199707\)4:2<57::AID-EMA64>3.0.CO;2-J](https://doi.org/10.1002/(SICI)1099-0925(199707)4:2<57::AID-EMA64>3.0.CO;2-J)
74. Parker, L. (2014). Constructing a Research Field: A Reflection on the History of Social and Environmental Accounting. *Social and Environmental Accountability Journal*, 34(2), 87-92. <https://doi.org/10.1080/0969160X.2014.938472>
75. Parker, L. D. (2011). Twenty-one years of social and environmental accountability research: A coming of age. *Accounting Forum*, 35(1), 1-10. <https://doi.org/10.1016/j.accfor.2010.11.001>
76. Patten, D. M. (1991). Exposure, legitimacy, and social disclosure. *Journal of Accounting and Public Policy*, 10(4), 297-308. [https://doi.org/10.1016/0278-4254\(91\)90003-3](https://doi.org/10.1016/0278-4254(91)90003-3)
77. Rahman Belal, A., & Momin, M. (2009). Corporate social reporting (CSR) in emerging economies: A review and future direction. In M. Tsamenyi & S. Uddin (Éds.), *Accounting in Emerging Economies* (Vol. 9, p. 119-143). Emerald Group Publishing Limited. [https://doi.org/10.1108/S1479-3563\(2009\)0000009007](https://doi.org/10.1108/S1479-3563(2009)0000009007)
78. Rahman Belal, A., & Owen, D. L. (2007). The views of corporate managers on the current state of, and future prospects for, social reporting in Bangladesh: An engagement-based study. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 20(3), 472-494. <https://doi.org/10.1108/09513570710748599>
79. Reverte, C. (2009). Determinants of Corporate Social Responsibility Disclosure Ratings by Spanish Listed Firms. *Journal of Business Ethics*, 88(2), 351-366. <https://doi.org/10.1007/s10551-008-9968-9>
80. Rizk, R., Dixon, R., & Woodhead, A. (2008). Corporate social and environmental reporting: A survey of disclosure practices in Egypt. *Social Responsibility Journal*, 4(3), 306-323. <https://doi.org/10.1108/17471110810892839>
81. Roberts, R. W. (1992). Determinants of corporate social responsibility disclosure: An application of stakeholder theory. *Accounting, Organizations and Society*, 17(6), 595-612. [https://doi.org/10.1016/0361-3682\(92\)90015-K](https://doi.org/10.1016/0361-3682(92)90015-K)
82. Saleh, M., Zulkifli, N., & Muhamad, R. (2010). Corporate social responsibility disclosure and its relation on institutional ownership: Evidence from public listed companies in Malaysia. *Managerial*

- Auditing Journal*, 25(6), 591-613.
<https://doi.org/10.1108/02686901011054881>
83. Schaltegger, S., & Burritt, R. (2006). Corporate Sustainability Accounting. A Catchphrase for Compliant Corporations or a Business Decision Support for Sustainability Leaders? In S. Schaltegger, M. Bennett, & R. Burritt (Éds.), *Sustainability Accounting and Reporting* (p. 37-59). Springer Netherlands.
https://doi.org/10.1007/978-1-4020-4974-3_2
84. Schlierer, H.-J., Werner, A., Signori, S., Garriga, E., Von Weltzien Hoivik, H., Van Rossem, A., & Fassin, Y. (2012). How Do European SME Owner–Managers Make Sense of ‘Stakeholder Management’? : Insights from a Cross-National Study. *Journal of Business Ethics*, 109(1), 39-51. <https://doi.org/10.1007/s10551-012-1378-3>
85. Shi, Y., Magnan, M., & Kim, J.-B. (2012). Do countries matter for voluntary disclosure? Evidence from cross-listed firms in the US. *Journal of International Business Studies*, 43(2), 143-165. <https://doi.org/10.1057/jibs.2011.38>
86. Sierra-García, L., Zorio-Grima, A., & García-Benau, M. A. (2015). Stakeholder Engagement, Corporate Social Responsibility and Integrated Reporting: An Exploratory Study. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 22(5), 286-304. <https://doi.org/10.1002/csr.1345>
87. Solikhah, B. (2016). *AN OVERVIEW OF LEGITIMACY THEORY ON THE INFLUENCE OF COMPANY SIZE AND INDUSTRY SENSITIVITY TOWARDS CSR DISCLOSURE*.
88. Suárez-Rico, Y., Gómez-Villegas, M., & García-Benau, M. (2018). Exploring Twitter for CSR Disclosure : Influence of CEO and Firm Characteristics in Latin American Companies. *Sustainability*, 10(8), 2617. <https://doi.org/10.3390/su10082617>
89. Tagesson, T., Blank, V., Broberg, P., & Collin, S. (2009). What explains the extent and content of social and environmental disclosures on corporate websites: A study of social and environmental reporting in Swedish listed corporations. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 16(6), 352-364. <https://doi.org/10.1002/csr.194>
90. Teoh, H.-Y., & Thong, G. (1984). Another look at corporate social responsibility and reporting: An empirical study in a developing country. *Accounting, Organizations and Society*, 9(2), 189-206. [https://doi.org/10.1016/0361-3682\(84\)90007-2](https://doi.org/10.1016/0361-3682(84)90007-2)
91. Thorne, L., S. Mahoney, L., & Manetti, G. (2014). Motivations for issuing standalone CSR reports: A survey of Canadian firms.

- Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 27(4), 686-714. <https://doi.org/10.1108/AAAJ-07-2013-1393>
92. Toms, J. S. (2002). FIRM RESOURCES, QUALITY SIGNALS AND THE DETERMINANTS OF CORPORATE ENVIRONMENTAL REPUTATION : SOME UK EVIDENCE. *The British Accounting Review*, 34(3), 257-282. <https://doi.org/10.1006/bare.2002.0211>
93. Tsang, E. W. K. (1998). A longitudinal study of corporate social reporting in Singapore : The case of the banking, food and beverages and hotel industries. *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, 11(5), 624-635. <https://doi.org/10.1108/09513579810239873>
94. Van Der Laan Smith, J., Adhikari, A., & Tondkar, R. H. (2005). Exploring differences in social disclosures internationally: A stakeholder perspective. *Journal of Accounting and Public Policy*, 24(2), 123-151. <https://doi.org/10.1016/j.jaccpubpol.2004.12.007>
95. Wedari, L. K., & Shafadila, G. A. (2022). Factors Affecting Corporate Social Responsibility Web Disclosure : Evidence from the Consumer Sector in Indonesia. *International Journal of Sustainable Development and Planning*, 17(8), 2655-2667. <https://doi.org/10.18280/ijstdp.170835>
96. Williams, S. M. (1999). *Voluntary Environmental and Social Accounting Disclosure Practices in the Asia-Pacific Region : An International Empirical Test of Political Economy Theory*. 34(2).
97. Wilmshurst, T. D., & Frost, G. R. (s. d.). *Corporate environmental reporting*.
98. Wiseman, J. (1982). An evaluation of environmental disclosures made in corporate annual reports. *Accounting, Organizations and Society*, 7(1), 53-63. [https://doi.org/10.1016/0361-3682\(82\)90025-3](https://doi.org/10.1016/0361-3682(82)90025-3)
99. Zamil, I. A., Ramakrishnan, S., Jamal, N. M., Hatif, M. A., & Khatib, S. F. A. (2023). Drivers of corporate voluntary disclosure : A systematic review. *Journal of Financial Reporting and Accounting*, 21(2), 232-267. <https://doi.org/10.1108/JFRA-04-2021-0110>